

*Budget—M. Corbett*

tent le plus grand groupe de contribuables, de producteurs et d'employeurs chez nous. Mais il faut les intimider.

Le ministère de la Justice maintient une meute de juristes, payés pour la plupart par le labeur des petites entreprises, dont le seul but est de poursuivre, persécuter et presque exécuter tous ceux sur qui le ministère de la Justice peut mettre le grappin, pourvu que le petit garnement fasse partie du secteur privé.

Malheur au citoyen peu débrouillard, au petit chef d'entreprise s'il n'a pas les ressources de la Banque du Canada pour combattre ce régiment d'aspirants sous-ministres bien que je doive reconnaître que la situation n'est pas aussi ridicule qu'elle aurait pu l'être à une meilleure époque! Non, j'imagine que j'aurai raison et que la majorité des batailles légales entre Goliath et Tom Pouce se termineront par une rapide capitulation de Tom, non parce qu'il sait qu'il a tort, mais à cause de la simple terreur financière qu'on exercera brutalement sur lui.

Fundy-Royal est une circonscription toute imbibée de traditions, monsieur l'Orateur. C'est une partie du pays qui croit dans le principe fondamental de la liberté. Ces gens reconnaissent les sacrifices matériels, psychologiques et physiques que les Canadiens ont faits par le passé pour leur pays. Nous honorons et révérons le symbole des sacrifices que nos ancêtres, sœurs, frères et cousins ont faits pour préserver pour nous la liberté de notre pays.

La Couronne symbolise ces sacrifices. La Couronne symbolise la liberté. La Couronne a été la source, le sang, la cause qui a poussé des hommes libres à sacrifier leur vie pour défendre notre liberté. Je me souviens, monsieur l'Orateur, de ces vieux vers usés par le temps mais aussi éloquentes aujourd'hui qu'ils l'étaient alors:

«Ce n'est qu'un vieux lambeau d'étamine,

Ce n'est qu'un vieux bout de tissu,

Mais des millions d'hommes ont combattu pour en défendre l'honneur,

Et des milliers sont morts pour le drapeau.»

Je sais que nous autres, de Fundy-Royal, de même que la très grande majorité des Canadiens, ne voulons pas que l'on rabaisse en aucune façon le rôle du symbole de la liberté démocratique qui a donné sa grandeur à notre pays. Fundy-Royal ne tolérera aucune atteinte au rôle sacré que la Couronne et la monarchie jouent dans notre pays. Les Canadiens ne permettront aucune atteinte au rôle que la Couronne et la monarchie jouent dans le pays.

Les mesures que le gouvernement actuel a prises en ce sens me paraissent vraiment des plus sinistres. Tous ceux qui veulent établir un régime totalitaire et un gouvernement d'un seul parti ont en commun un trait particulier, ils s'emploient tous à détruire le point de ralliement du peuple, son inspiration, le symbole de sa liberté, le symbole de son avenir. Ils s'efforcent d'atteindre et de détruire l'institution, le patrimoine, l'esprit et la vérité du peuple. C'est là une idéologie socialiste, monsieur l'Orateur. Mes voisins socialistes dénoncent le secteur privé comme une espèce d'épouvantail. Je leur rappelle que c'est grâce à la persévérance de ce groupe de personnes courageuses et prévoyantes du secteur privé que le pays leur a donné la possibilité de se livrer à leurs amphigouriques gargarismes. On devrait leur rappeler que le secteur public et privé du pays se composent d'abord et avant tout d'être humains qui tous respirent et saignent, et qui, dans la plupart des cas, sont Canadiens.

Les caquettements et les bêlements que l'on entend si souvent à ma gauche illustrent bien le dédain et le mépris que ressentent la plupart d'entre eux pour la Chambre dans notre régime démocratique. Ce n'est évidemment pas étonnant, car la démocratie n'est rien d'autre pour eux qu'un obstacle à abattre. N'importe quel âne peut démolir une grange, mais il faut un bon charpentier pour en bâtir une. Le seul moment où ces illuminés sont tranquilles, c'est quand ils s'arrêtent pour écouter un des membres de leur troupeau en train de dégomber quelques-unes de leurs platitudes idéologiques.

Il est angoissant de constater que la Chambre a souvent peine à faire la distinction entre le parti au pouvoir et ces pleurnicheurs sociaux qui sont à ma gauche. Toutefois, la direction prise récemment par le gouvernement dans son budget ne s'éloigne pas trop d'une attitude plus réaliste et de principes politiques plus raisonnables et solides. Les Canadiens ne doivent pas interpréter cela comme un changement radical et permanent de la pensée politique du chef du gouvernement, dont les antécédents socialistes—et je suis généreux—sont bien connus de beaucoup de Canadiens, mais plutôt comme un signe d'opportunisme politique.

● (1502)

Il est bien évident que les habitants du pays considèrent que la nation canadienne est assez évoluée du point de vue psychologique et mental pour survivre et même prospérer sous un régime de libre marché et qu'elle n'a pas besoin, et qu'elle ne veut pas d'ailleurs, d'un gouvernement paternaliste qui organise et dirige les affaires nationales.

Tout comme mes voisins et électeurs de Fundy-Royal et des milliers d'autres Canadiens, j'ai été consterné d'apprendre que le premier ministre a déclaré publiquement, comme l'indiquent les premières pages du numéro du 18 novembre du *Star* de Toronto, que les média et l'opposition étaient les ennemis du gouvernement. C'est une attitude bien dangereuse et je sais que les Canadiens s'insurgent contre une telle notion. Le premier ministre s'est attaqué à deux éléments de base de nos libertés fondamentales, c'est-à-dire la liberté de la presse et la liberté pour chaque citoyen canadien de s'exprimer librement, ce qui est d'ailleurs le rôle, l'objectif et le droit de l'opposition officielle de Sa Majesté.

C'est ce même premier ministre qui avait instauré la loi sur les mesures de guerre en 1971. C'est ce même premier ministre qui avait déclaré que le système de la libre entreprise ne fonctionnait plus. C'est ce même premier ministre qui a établi des rapports amicaux avec des pays comme l'Algérie, la Chine rouge et la Pologne et qui se pâme d'admiration devant Cuba et son dictateur, le communiste notoire Fidel Castro. Ce même premier ministre a autorisé la dépense de plusieurs millions de dollars canadiens à Cuba en 1976 et 1977 au moment même où ce pays était mêlé à une guerre amère et sanglante en Angola, en Afrique.

Cela veut dire que notre pays s'engage sur une voie extrêmement inquiétante et j'aimerais que tous les Canadiens s'en rendent compte. Il arrive trop souvent que les peuples léthargiques ne se réveillent que quand il est trop tard. Les Canadiens ne sont pas léthargiques, mais nous devons tout faire pour empêcher que nous nous réveillions un bon matin et que nous découvriions que nous aurions dû faire quelque chose plus tôt.

Le premier ministre du Canada m'a fait comprendre, ainsi qu'à tous les députés à la Chambre, qu'il me considère comme